



Nicolas Quénel

Allô, Paris ? Ici Moscou

Plongée au cœur
de la guerre de l'information

DENOËL

Allô, Paris? Ici Moscou

Nicolas Quénel

Allô, Paris ?
Ici Moscou

Plongée au cœur
de la guerre de l'information

DENOËL

« Quand l'information est une arme,
tout le monde est en guerre. »

Peter POMERANTSEV

AVANT-PROPOS

C'est un conflit qui a fait en France des millions de victimes sans qu'aucune balle n'ait été tirée. Cette guerre, celle de l'information, que la Russie mène aux démocraties libérales occidentales, est tombée dans l'oubli à la fin de la guerre froide et pour un quart de siècle. Elle n'a pourtant jamais cessé. Il faudra attendre l'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016 pour que le sujet soit de nouveau évoqué.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, cette guerre de l'ombre bat son plein. Il ne se passe pas une journée sans qu'il en soit fait mention sur les chaînes de télévision, les ondes des radios ou dans la presse. Malgré tout, ce conflit reste aussi mystérieux pour le grand public que ses enjeux sont grands : dans le viseur de l'adversaire, ce sont les fondements mêmes de notre État de droit et de nos démocraties qui sont visés.

Travailler sur ce sujet n'a rien d'aisé. Contrairement à ce qu'il se passe sur un champ de bataille classique, impossible ici de faire l'inventaire précis des forces en présence. Nous

ne connaissons pas avec exactitude les sommes investies par les États dans cette guerre non conventionnelle, le nombre de soldats missionnés, et il est encore plus difficile de quantifier l'impact des opérations de désinformation.

L'objectif d'*Allô, Paris? Ici Moscou* est d'apporter de la clarté sur ce conflit qui se mène à bas bruit. Il s'agit de porter à la connaissance de tous les stratégies déployées par le Kremlin et ses affidés pour manipuler l'opinion publique grâce à une propagande tous azimuts, le recrutement d'agents d'influence, la création de constellations de faux sites web, la manipulation des réseaux sociaux ou la mise à profit d'idiots utiles.

Loin de se contenter de décortiquer le fonctionnement de ces opérations d'influence, cette enquête remonte aussi la piste de ceux qui les conçoivent, les mènent, et qui désirent plus que tout rester anonymes. Enfin, le lecteur pourra entrer dans les coulisses de la réponse de Paris à Moscou dans cette guerre de l'information où tous les coups sont permis. Une plongée inédite dans les arcanes de la machine d'État où les fonctionnaires s'affairent à organiser les défenses et à contre-attaquer quand les intérêts français sont pris pour cible. Avec plus ou moins de succès.

Dans son livre *This Is Not Propaganda*, le journaliste Peter Pomerantsev postule que « quand l'information devient une arme, nous sommes tous en guerre ». *Allô, Paris? Ici Moscou* a vocation, dans cette lignée, à offrir au lecteur les moyens de se défendre.

I

*La France sous le feu
des opérations d'influence russes*

« Bonjour, c'est Ivan Karamazov
à l'appareil »

L'hiver a de l'avance en cette matinée du 11 novembre 2021 à Paris. Jour férié oblige, la ligne 9 du métro est déserte. À la station Charonne, dans le 11^e arrondissement, les quelques passagers (dont je suis) qui sortent de la rame ont déjà les dents qui claquent à cause des rafales de vent glacial qui balaient les couloirs du métro. Heureusement, il n'y a que quelques centaines de mètres à parcourir pour rejoindre ma destination : la rédaction du journal *Politis*.

Rien n'indique que c'est dans ce petit immeuble un peu délabré que l'hebdomadaire a pris ses quartiers. Devant le portail, un jeune homme à la silhouette élancée et à la barbe fournie fait le pied de grue. Maxime Sirvins est journaliste en alternance à l'hebdomadaire. Ce trentenaire a visiblement déjà adopté le régime alimentaire du reporter vétérinaire composé de café filtre imbuvable et de cigarettes à rouler.

« On va se faire un café avant de s'y mettre ? » lâche-t-il avec un sourire communicatif qui cache mal la petite angoisse qui le taraude dans l'attente de ce rendez-vous.

Il faut dire qu'il n'est pas le seul à être un peu stressé. Depuis quelques semaines, je ne peux pas m'empêcher de m'inquiéter pour lui en me disant que je le jette dans la gueule du loup. Je prépare le matériel de captation de son en gardant l'œil fixé sur l'horloge qui indique 10 h 50. Dans dix minutes, le téléphone de Maxime devrait sonner dans la rédaction déserte. Il ne reste qu'à attendre en regardant la trotteuse.

La Fondation pour combattre l'injustice

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut revenir deux mois en arrière. À la mi-septembre, le journal *Le Monde* a révélé l'existence d'une officine d'influence russe nommée Fondation pour combattre l'injustice («FBI» en anglais), qui prétend s'intéresser aux violences policières en France et chercher à financer des associations d'aide aux victimes. Loin d'être un mécène ordinaire, cette fausse ONG est contrôlée par un personnage alors surtout connu de tous ceux qui s'intéressent à la désinformation et aux opérations d'influence russes : l'oligarque d'extrême droite Evgueni Prigojine, décédé «accidentellement» le 23 août 2023.

Ce petit sexagénaire chauve et ventripotent, à l'époque proche de Vladimir Poutine, est resté pendant des années un homme de l'ombre. Originaire de Saint-Petersbourg, il a fait fortune dans la restauration collective en Russie, et accompli les basses œuvres du Kremlin qui, de son côté, a reconduit les contrats publics qui lui ont assuré sa fortune.

Il a fallu attendre l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, pour qu'il acquière une certaine notoriété internationale en tant que chef de la tristement célèbre firme de mercenaires Wagner dont les membres se sont rendus coupables de nombreux crimes de guerre partout où ils sont passés.

Outre ses activités à la tête de Wagner, l'oligarque était aussi un mercenaire d'influence à l'origine de nombreuses opérations de désinformation. La plus célèbre d'entre elles reste la tentative d'ingérence dans l'élection présidentielle américaine de 2016 par le biais de l'Internet Research Agency (IRA), la fameuse « ferme à trolls » de Saint-Petersbourg, qui a inondé les réseaux sociaux de messages et fausses informations favorables à Trump ou calomniant Hillary Clinton.

*Tentative d'ingérence russe
dans la présidentielle de 2022*

La Fondation pour combattre l'injustice, cette fausse ONG qui est en réalité une vraie entreprise d'influence, a un double objectif, bien éloigné de toutes les déclarations d'intentions de ses représentants. En France, elle souffle sur les braises de la contestation sociale afin de pourrir le débat public à quelques mois de l'élection présidentielle de 2022. Pour accentuer les divisions au sein de la société française, la FBI prend appui sur le sujet particulièrement sensible des violences policières. Une stratégie du chaos aussi vieille que l'Union soviétique, et qui a fait largement ses preuves au fil des décennies. D'autre part, elle s'adresse aussi aux Russes

en diffusant l'idée que, en Occident, la police torture et tue en toute impunité, avec une justice et un pouvoir politique complices. Un narratif au service du pouvoir russe, toujours désireux de présenter l'Occident comme une terre d'hypocrites qui brandissent les droits de l'homme en étendard, sans les respecter vraiment.

À ce jour, l'action de la Fondation pour combattre l'injustice est la première, mais pas la dernière, tentative d'ingérence russe dans le scrutin d'avril 2022.

Alors, pour essayer d'en savoir plus sur cette organisation, rendez-vous est pris avec Maxime Sirvins dans un troquet parisien, quelques semaines après la publication de l'article du *Monde*. C'est le candidat idéal pour essayer d'infiltrer la FBI : en plus de son activité au sein du journal *Politis*, il tient un blog sur les problématiques liées au maintien de l'ordre à la française. Il répertorie consciencieusement tout le matériel utilisé par les forces de l'ordre, une bible pour qui s'intéresse à ce sujet. Après avoir bu quelques pintes, nous nous quittons sur un accord de principe pour tenter d'infiltrer l'organisation de Prigojine.

Quelques jours plus tard, je reçois un message de Maxime : « Ils viennent d'entrer en contact avec moi sur Twitter et on a fixé un rendez-vous le 11 novembre à 11 heures. » Roulez jeunesse.

Le jour dit, à la rédaction de *Politis*, l'horloge indique 11 heures passées de quelques minutes quand le téléphone de Maxime sonne. Sur l'écran, l'indicatif téléphonique signale un appel venant des États-Unis. Une voix au charmant accent venant plus de l'Est que de l'Ouest se présente : « Bonjour, c'est Ivan Karamazov à l'appareil. »

Maxime et moi échangeons un regard amusé. On ne pensait pas avoir la chance d'échanger avec le célèbre personnage de Dostoïevski.

D'emblée, Ivan assure être « vraiment très intéressé » par le site de Maxime. Il aimerait savoir s'il compte y aborder des cas comme celui de Rémi Fraisse, jeune militant écologiste qui a trouvé la mort à cause d'un tir de grenade des forces de l'ordre lors d'une manifestation à Sivens, en 2014. Au fil de la conversation, il énumère plusieurs cas de violences policières médiatisés, et montre une fine connaissance de ces événements qui ont marqué l'actualité nationale. Il a également travaillé ses fiches sur l'écosystème associatif. Il connaît les acteurs qui dénoncent régulièrement les cas de violences policières et espère profiter du réseau de Maxime. Très ouvert sur le sujet, il explique vouloir se recommander du journaliste pour approcher directement ONG, victimes et familles de victimes, pour leur proposer « une aide informationnelle, juridique ou financière ».

Car c'est bien là tout l'intérêt selon lui de sa fondation : « défendre les droits de l'homme dans le monde entier ». Malheureusement, ces bonnes intentions n'ont pas rencontré beaucoup d'échos favorables en France. « Nous avons essayé d'entrer en contact avec des familles de victimes, des avocats et des associations, mais personne n'est revenu vers nous », déplore-t-il. Pour lui, c'est parce que « les origines russes » de la prétendue ONG inquiètent. Rien à faire, les rares interlocuteurs avec lesquels il prend contact pensent « que l'on fait de la propagande ou que l'on a des intérêts cachés ».

Le très médiatique avocat Arié Alimi fait partie de ces mauvais esprits : il n'a pas répondu aux sollicitations de la FBI. « Quand c'est Ivan Karamazov qui vous appelle, la ficelle est un peu grosse et je n'ai pas donné suite¹ », explique-t-il en précisant que l'organisation a quand même essayé plusieurs fois de le joindre.

Ceux qui ont mordu à l'hameçon

Les efforts du représentant de la fondation ont cependant parfois été couronnés de succès. Il affirme avoir été contacté par M^e Édouard Martial, qui souhaitait « faire une campagne informationnelle en Russie » dans une affaire de double paricide au Pays basque. L'avocat au barreau d'Agen, proche de l'actuel ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti, a bien accordé un entretien à l'organisation russe, largement diffusé sur ses réseaux. Il conteste toutefois avoir été à l'initiative de la rencontre. « Ce sont eux qui sont venus vers moi à la fin de l'été 2021. Je ne les connaissais pas du tout et ils se sont présentés comme une ONG de défense des droits de l'homme », assure l'avocat, qui soupçonne avoir été ferré car il avait pour habitude d'aller travailler ses dossiers dans un bureau de l'église russe de Biarritz.

S'il n'a pas parlé d'Ivan Karamazov, il se souvient bien de la personne qui l'a approché. « Une jeune femme blonde », en réalité la directrice de la fondation, affirmant se nommer

1. Entretien avec l'auteur, mars 2022.

Mira Terada. De son vrai nom Oksana Vovk, cette citoyenne russe a passé deux ans et demi dans une prison américaine. Elle avait plaidé coupable dans une affaire de blanchiment « pour éviter une condamnation pour trafic de drogue », comme le souligne *Le Monde*¹. Sa peine purgée, elle a été reconduite en Russie.

Bien que la fondation n'ait offert aucun support à Édouard Martial dans le cas du double parricide, elle n'hésite pas à revendiquer à son compte, un an plus tard, la libération de la cliente de l'avocat qu'elle attribue à sa supposée « campagne informationnelle ». C'est, évidemment, absurde.

Autre succès pour la fausse ONG, l'interview de Françoise Nicolas, ex-fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, qui affirme avoir été victime d'une tentative d'assassinat après avoir « découvert un scandale de corruption impliquant la France en Afrique² ». Une « affaire » qui, selon elle, aurait été étouffée par Nathalie Loiseau, à l'époque directrice des ressources humaines du Quai d'Orsay. Aujourd'hui eurodéputée et ancienne ministre d'Emmanuel Macron, Nathalie Loiseau est très investie dans les questions de lutte contre la désinformation et les opérations d'influence étrangère. Une cible de choix pour l'organisation russe. Contactée, Françoise Nicolas assure qu'elle savait à qui elle parlait et avait conscience que « ce sont des gens sulfureux ». Ce qui ne l'a pas empêchée d'accepter une interview, car elle n'est « pas en position de faire la fine bouche »

1. Benoît Vitkine, « Une officine d'influence russe s'intéresse aux violences policières en France », *Le Monde*, 14 septembre 2021.

2. Entretien avec l'auteur, mars 2022.

pour essayer de médiatiser son histoire. Du caviar pour la galaxie Prigojine.

La première fois où l'organisation est sortie de ses prétendues missions, c'est quand elle a interviewé l'auteur conspirationniste Thierry Meyssan. L'homme, à l'origine d'un livre complotiste sur les attentats du 11-Septembre aux États-Unis, est interrogé sur ce qui n'était encore qu'une montée des tensions entre l'Ukraine et la Russie. Dans cette interview, il développe un discours conspirationniste dans lequel il n'a pas peur d'affirmer que « jamais la Russie n'a eu l'intention d'envahir l'Ukraine¹ ». Cet entretien n'est pas vraiment une surprise pour le spécialiste du complotisme Rudy Reichstadt, qui rappelle que le « premier lien objectif et répertoriable entre l'auteur et la Russie est un partenariat avec la chaîne d'État russe Russia Today pour un événement qui s'appelait Axis for Peace (Axe pour la Paix), qui s'est tenu en novembre 2005 à Bruxelles² ».

C'est aussi une interview que propose Ivan Karamazov à Maxime Sirvins « pour commencer ». S'il l'accepte, il pourra peut-être bénéficier de financements pour son blog.

« Un entretien pourrait intéresser le public russe, car vous savez, en Russie aussi, tout n'est pas stable, lâche Ivan Karamazov avec un petit rire qui lui aurait valu de faire un tour devant le Politburo dans un autre temps.

— Je vais devoir y réfléchir », répond le journaliste, qui ne donnera jamais suite car l'infiltration ne doit pas tomber dans la compromission.

1. Entretien diffusé sur le site de la FBI, <https://fondfbr.ru/fr/temoignage-de-la-repression/thierry-meyssan-ukraine-fr/>

2. Entretien avec l'auteur, mars 2022.

À peine le téléphone raccroché, un éclat de rire perce le silence de la rédaction. Il faut dire que l'approche grossière de la FBI ne donne pas du tout envie de les rappeler, même si l'on ignore qui est Evgueni Prigojine.

Les tentatives de « tamponnage¹ » de la fondation, malgré leur amateurisme, ont quand même attiré l'attention des services de renseignement français. À l'été 2021, une note est remontée sur les activités de cette officine de Prigojine. Mais face à de tels pieds nickelés, autant ne rien faire. Il est plus intéressant de les laisser s'agiter et dépenser leurs moyens financiers et humains à maintenir une opération qui n'arrive à aucun résultat.

Interrogée par e-mail sur la nature de ses activités et ses liens avec Evgueni Prigojine, la FBI assure : « Nous n'avons pas interféré dans une quelconque élection et nous ne le ferons jamais. » Elle n'a pas tort. Mais cela semble être plus une question de compétences que de volonté.

En matière de violences policières, la FBI assure que « c'est dans les pays occidentaux, notamment aux États-Unis, que les droits de l'homme et les libertés sont le plus souvent violés ». En Russie, depuis le début de la guerre, des milliers d'opposants à Vladimir Poutine ont été arrêtés pour avoir manifesté leur opposition à l'invasion de l'Ukraine et 600 000 à 700 000 personnes ont fui le pays par peur de l'enrôlement forcé et de la répression. Interrogé sur la contradiction évidente entre la défense des droits de

1. « Tamponner » : aborder une personne dans le but de la recruter ou de lui soutirer des informations.

l'homme et le soutien financier du patron d'une firme de mercenaires coupable d'innombrables crimes de guerre, notre interlocuteur de la Fondation pour combattre l'injustice a répondu qu'Evgueni Prigojine était « un homme d'affaires tout à fait respectable ». Son image aurait été déformée par la « propagande occidentale » alors qu'il est en réalité un « honnête philanthrope ». De plus, « toutes les informations concernant ses liens avec des mercenaires relèvent de la fiction » et sont aussi le fruit de la « propagande américaine ».

Ce discours est contredit par Evgueni Prigojine lui-même un an plus tard. Le 26 septembre 2022, dans une publication sur les réseaux sociaux de son entreprise Concord Management and Consulting, il admet être le fondateur du groupe Wagner. Deux mois plus tard, il avoue par le même canal être à l'origine de la ferme à trolls de Saint-Petersbourg : « Nous avons interféré [dans les élections américaines], nous interférons et nous continuerons d'interférer. Avec soin, précision, de manière chirurgicale et à notre manière, comme nous savons le faire. »

Un discours à nuancer, au regard de l'absence d'impact de la plupart de ses opérations, dont celle de la FBI. Cette fondation, pour sa part, semble moins tenir de la frappe chirurgicale que du pétard mouillé. Toutefois, depuis la tentative de coup d'État raté d'Evgueni Prigojine, le 23 juin 2023, la FBI est une des rares entreprises de l'oligarque à ne pas avoir dû interrompre ses activités. Sa dernière opération remonte à quelques semaines après le putsch au Niger. Pour alimenter le sentiment antifrçais dans le pays, elle a essayé de faire croire que la France kidnappe des enfants nigériens

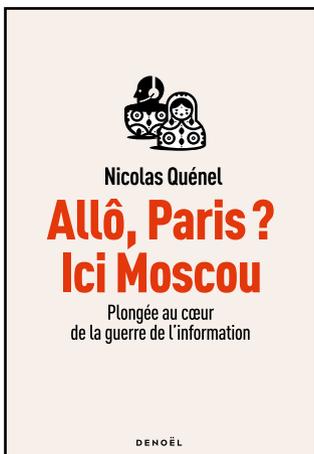
Un conflit a fait en France des millions de victimes sans qu'aucune balle n'ait été tirée. Cette guerre est celle de l'information.

Les nouvelles technologies et la puissance des réseaux sociaux ont donné aux opérations d'influence russes un potentiel de viralité dont les pontes du KGB n'auraient pas pu rêver en leur temps. Nicolas Quénel, journaliste d'investigation, a rencontré les acteurs de cette guerre, à cheval entre le cyber et le renseignement. Il livre le fruit de plusieurs années d'enquête sur les opérations d'influence russes, mais également sur la contre-offensive française et européenne.

Bien plus qu'un livre sur la propagande, *Allô, Paris ? Ici Moscou* est un récit incarné qui fourmille de révélations et remonte la piste de ceux qui se cachent derrière ces opérations secrètes et désirent, plus que tout, rester anonymes.

Une plongée exceptionnelle dans la guerre de l'ombre qui fait rage entre la Russie et la France, et où tous les coups sont permis.

Journaliste indépendant, Nicolas Quénel collabore notamment à Marianne et au Canard enchaîné. Spécialiste des sujets liés aux services de renseignement et à la guerre de l'information, il est à l'origine de plusieurs révélations concernant des opérations d'influence russes, chinoises et indiennes.



Allô, Paris? Ici Moscou

Nicolas Quénel

Cette édition électronique du livre
Allô, Paris ? Ici Moscou de Nicolas Quénel
a été réalisée le 18 octobre 2023

par les Éditions Denoël.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage,
(ISBN : 9782207178898 - Numéro d'édition : 613067)

Code Sodis : U59435 - ISBN : 9782207178935

Numéro d'édition : 613071